



REPUBLIQUE DU NIGER

=====

Fraternité – Travail – Progrès

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2021

Mars 2022

Table des matières

Sigles et acronymes	v
Mot du Ministre	vi
INTRODUCTION	1
PARTIE A : PRESENTATION ET ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU MINISTÈRE	3
A1. Réalisations du ministère par programme en 2020	4
A1.1. Programme 1 : PILOTAGE ET COORDINATION DES POLITIQUES DU MISPD/ACR	4
A1.1.1. Performance physique/technique du programme.....	4
A1.1.2. Performance financière du programme.....	7
A1.2. Programme 2 : AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES INTERIEURES	9
A1.2.1. Performance physique/technique du programme.....	9
A1.2.2. Performance financière du programme.....	12
A1.3. Programme 3 : AMELIORATION DE L'OFFRE DE SECURITE PUBLIQUE	14
A1.3.1. Performance physique/technique du programme.....	14
A1.3.2. Performance financière du programme.....	26
A1.4. Programme 4 : Amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées ..	28
A1.4.1. Performance physique/technique du programme.....	28
A1.4.2. Performance financière du programme.....	32
A2. Récapitulatifs pour l'ensemble du ministère	34
A2.1. Synthèse des réalisations financières du Ministère	34
A2.2. Situation des ressources humaines du ministère	37
A2.3. Difficultés rencontrées et approches de solution	38
PARTIE B : RÉSULTATS DU SECTEUR (OU SOUS-SECTEUR)	39
B1. Présentation du secteur	39
B2. Réalisations physiques du secteur	40
B2.1. Réalisation globale du secteur dans le domaine du <<programme 1 : PILOTAGE ET ADMINISTRATION DES POLITIQUES DU MISPD/ACR >>	40
B2.2. Réalisation globale secteur dans le domaine du << programme 2 : AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES INTERIEURES >>	41
B2.3. Réalisation globale secteur dans le domaine du << programme 3 : AMELIORATION DE L'OFFRE DE LA SECURITE PUBLIQUE >>	42
B2.4. Réalisation globale secteur dans le domaine du << programme 4 : AMELIORATION DE LA GESTION DES ENTITES DECONCENTREES ET DECENTRALISEES >>	43
B2.5. Effets/impacts du secteur, par programme	44
Source :.....	44
B3. Présentation du financement global du secteur au titre de l'année 2020	45
B3.1. Dépenses <<2020>> des ANE dans le domaine du << programme 1 : PILOTAGE ET ADMINISTRATION DES POLITIQUES DU MISPD/ACR >>	45

B3.2. Dépenses <<2020>> des ANE dans le domaine du << programme 2 : AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES INTERIEURES >>	45
B3.3. Dépenses <<2020>> des ANE dans le domaine du << programme 3 : AMELIORATION DE L'OFFRE DE LA SECURITE PUBLIQUE >>	45
B3.4. Dépenses <<2020>> des ANE dans le domaine du << programme 4 : AMELIORATION DE LA GESTION DES ENTITES DECONCENTREES ET DECENTRALISEES >>	46
B3.5. Financement global du secteur au titre de <<2020>>	46
<i>Synthèse des difficultés, conclusions et recommandations</i>	47
B4.1. Principales difficultés rencontrées et leçons apprises.....	47
B4.2. Conclusion & recommandations.....	47

Annexes

Liste des tableaux

Tableau 1:	Indicateurs de réalisation physique/technique du programme.....	6
Tableau 2:	Situation des crédits alloués au programme au titre de 2020	7
Tableau 3:	Situation des crédits de paiement consommés du programme	8
Tableau 4:	Indicateurs de réalisation physique/technique du programme.....	11
Tableau 5:	Situation des crédits alloués au programme au titre de 2020	12
Tableau 6:	Situation des crédits de paiement consommés du programme	13
Tableau 7:	Indicateurs de réalisation physique/technique du programme.....	25
Tableau 8:	Tableau 8 : Situation des crédits alloués au programme au titre de 2020.....	26
Tableau 9:	Situation des crédits de paiement consommés du programme	27
Tableau 10:	Indicateurs de réalisation physique/technique du programme	31
Tableau 11:	Situation des crédits alloués au programme au titre de 2020.....	32
Tableau 12:	Situation des crédits de paiement consommés du programme	33
Tableau 13:	Situation globale de consommation des crédits du ministère.....	34
Tableau 14:	Situation de consommation des crédits par programme	35
Tableau 15:	Crédits délégués aux régions en année 2020.....	36
Tableau 16:	Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en effectif	37
Tableau 17:	Tableau de répartition du personnel entre le niveau central et le niveau déconcentré	37
Tableau 18:	Tableau 18 : Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en montant	37
Tableau 19:	Principaux partenaires intervenant dans le secteur (cartographie des acteurs)	39
Tableau 20:	Réalisation du secteur en 2020, programme 2 (résultats immédiat (extrants)	41
Tableau 21:	Réalisation du secteur en 2020, programme 4 (résultats immédiat (extrants)	42
Tableau 22:	Réalisation du secteur en 2020, programme 4 (résultats immédiat (extrants)	43
Tableau 23:	Résultats globaux du secteur par programme	44
Tableau 24:	Dépenses annuelles des catégories d'acteurs non étatiques dans le programme 1 ..	45
Tableau 25:	Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 2.....	45
Tableau 26:	Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 3.....	45
Tableau 27:	Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 4.....	46
Tableau 28:	Financement global du secteur en année N.....	46

Sigles et acronymes

AE	<i>Autorisation d'engagement</i>
CENI	<i>Commission électorale nationale indépendante</i>
CND	<i>Crédit net disponible</i>
CNF	<i>Commission nationale des frontières</i>
CP	<i>Crédit de paiement</i>
CV	<i>Crédits votés</i>
DGAPJ	<i>Direction générale des affaires politiques et juridiques</i>
DGATD	<i>Direction générale de l'administration territoriale et de la déconcentration</i>
DGB	<i>Direction générale du budget</i>
DGECMR	<i>Direction générale de l'état civil, de la migration et des réfugiés</i>
DGPC	<i>Direction générale de la protection civile</i>
DGPN	<i>Direction générale de la police nationale</i>
DGR	<i>Direction générale des ressources</i>
DPPD	<i>Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses</i>
FAD	<i>Fonds d'appui à la décentralisation</i>
FAT	<i>Fonds d'appui technique</i>
HC/GNN	<i>Haut Commandement de la Garde Nationale du Niger</i>
LFI	<i>Loi de finances initiale</i>
LFR	<i>Loi de finances rectificative</i>
IGAT	<i>Inspection générale de l'administration territoriale</i>
IGSS	<i>Inspection générale des services de sécurité</i>
LOLF	<i>Loi organique relative aux lois de finances</i>
MISPD/ACR	<i>Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses</i>
MF	<i>Ministère des finances</i>
MI/D	<i>Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation</i>
OCRTIS	<i>Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants</i>
PAP	<i>Projet annuel de performance</i>
RAP	<i>Rapport annuel de performance</i>
PIP	<i>Programme d'Investissement Public</i>
PTF	<i>Partenaire technique et financier</i>
UEMOA	<i>Union économique et monétaire ouest africaine</i>

Mot du Ministre



L'institution du budget programme s'est opérée au Niger en 2018 conformément à la loi n°2012-09 du 26 mars 2012 portant loi organique relative aux lois des finances. Ce passage du budget classique au budget programme, constitue un tournant décisif dans la réforme des finances publiques en consacrant un budget axé sur les résultats et la mise en place de nouveaux outils de gestion.

Cette démarche a eu pour conséquence, la réorientation optimale des ressources de l'Etat sur des actions majeures prioritaires eu égard à l'application des mesures normatives et de régulations que requiert le budget programme. A cet effet, mon département ministériel a élaboré son Projet Annuel de Performance (PAP) pour l'année 2021 sur la base de quatre (4) programmes à savoir :

- Programme 141 : 3 094 942 998
- Programme 142 : 22 713 380 300
- Programme 143 : 67 463 603 602
- Programme 144 : 8 415 865 337

Ainsi, en harmonie avec l'enveloppe attribuée, les crédits annuels libérés en 2021 s'élèvent à **84 661 660 224 FCFA pour un total voté de 101 687 792 237 FCFA soit un taux de libération de 83,26%** contre des libérations de crédits en 2020 de l'ordre de **113 976 808 488 FCFA pour un total voté de 121 859 636 327 FCFA pour un taux de 93,53%**. On enregistre entre les deux années une baisse de **10,27 %**.

En ce qui concerne le taux de consommation par rapport aux crédits votés, il est de **82,08 % en 2021** contre **61,68 % en 2020** soit une variation de **20,40%**. S'agissant du taux de consommation par rapport aux crédits libérés, il est de **98,81% en 2021** contre **65,95% en 2020** soit une hausse de **32,86%**. Cette faible consommation des crédits en 2020, est liée au non ordonnancement des salaires par le MI/D.

La mise en œuvre du PAP 2021 a permis, certes, de contribuer à l'atteinte des objectifs assignés à mon département ministériel par le Programme de Renaissance acte III du Président de la République, Chef de l'Etat et la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ; en dépit de quelques difficultés de financement.

Le présent rapport permet précisément de donner les détails de la gestion 2021 en comparaison de celle de l'année 2020 et des perspectives de 2022 en cours d'exécution, d'évaluer les résultats atteints par rapport aux objectifs fixés dans le PAP 2021 et de proposer au besoin des mesures appropriées en vue de la mise en œuvre des budgets à venir.

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation exerce quatre (4) blocs de compétences que sont :

- **l'Administration territoriale** : permettant au ministère une représentation à travers l'implantation de ses services dans 8 gouvernorats et 63 préfectures ;
- **la Décentralisation et Déconcentration** : offrant un décongestionnement des services publics (de proximité et de qualité) avec une carte administrative du territoire composée de 255 communes, 4 villes et 7 régions collectivités territoriales ;
- **les Affaires coutumières et religieuses** : définissant la gouvernance politique et administrative du pays sur l'organisation traditionnelle des territoires par les chefferies dont on dénombre cinq (5) sultanats, cent vingt-deux (122) cantons, cent dix-neuf (119) groupements et environ quatorze mille cinq cent (14 500) villages administratifs mais également déclinant les règles de vie pacifique en République du Niger avec un meilleur encadrement du culte ;
- **la Sécurité publique et les polices spéciales** : garantissant sur l'ensemble du territoire national, une sécurité aux personnes et aux biens par les Forces de Sécurité Intérieure.

Dans la mise en œuvre de ces blocs de compétences, le MI/D est confronté aux difficultés ci-après : **i)** des effectifs en deçà des normes minimales du management de la performance et nécessitant des formations ; **ii)** des besoins réels en logistiques et infrastructures ; et **iii)** des besoins des ressources financières conséquentes pour fonctionner.

En 2021, le MI/D a connu des sollicitations qui ont vu évoluer de manière substantielle son cadre juridique et réglementaire avec notamment :

- l'actualisation de plusieurs textes pour tenir compte du contexte actuel (révision de la Stratégie Nationale de Sécurité Intérieure en cours d'adoption, l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Sécurité de Proximité, l'adoption en conseil de ministre du décret de réorganisation du ministère, le décret portant organisation, fonctionnement et attributions de la CNF...);
- la prise en charge du fonctionnement de la CENI ;
- l'engagement du MI/D à appuyer davantage les FSI dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée et la migration irrégulière.

Aussi, ces réformes rentrent dans la droite ligne du budget-programme et permettent au MI/D de se projeter dans l'avenir avec comme vision « **En 2035, le Niger est un pays sécurisé et qui dispose d'une administration territoriale performante avec une couverture spatiale totale, offrant aux usagers des services de qualité et accessibles à tous** » à travers une structuration en quatre programmes budgétaires qui sont :

- i) programme 141 : « pilotage et administration des politiques de sécurité intérieure et de l'administration du territoire »** qui a pour enjeu principal de créer toutes les conditions nécessaires pour une bonne mise en œuvre des trois (3) programmes opérationnels et son objectif est d'assurer l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre des programmes ;
- ii) programme 142 : « amélioration de la gestion des affaires intérieures »** dont les enjeux sont : a- pour l'état civil, rendre le système d'Etat civil universel, continu, obligatoire, gratuit, statistiquement utile et fiable ; b- pour les affaires religieuses, parvenir à la pratique d'une religion sans haine ni violence ; c-pour l'exercice des libertés publiques,

assurer leur pleine jouissance par les citoyens et ce, conformément à la Constitution de la République du Niger ; d- pour, les Réfugiés l'enjeu majeur est de leur assurer un meilleur accueil, et une protection conformément aux textes internationaux en vigueur ; e- pour la migration, mieux contrôler le flux migratoire ; f- pour les affaires coutumières, créer les conditions permettant de restaurer l'autorité des chefs traditionnels. Son objectif est de garantir la jouissance des droits et l'exercice des libertés publiques ;

iii) **programme 143 : « amélioration de l'offre de sécurité publique »** dont les enjeux sont, entre autres, la surveillance du territoire national ; la sécurité publique, le maintien et le rétablissement de l'ordre public ; la protection civile ; la recherche des renseignements administratifs et opérationnels ; la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, la cybercriminalité ; la mise en œuvre de la politique nationale de gestion des frontières. Son objectif est d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur tout le territoire ;

iv) **programme 144 : « amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées »** dont les enjeux sont, entre autres, l'organisation et l'administration des circonscriptions administratives ; la tutelle générale, l'organisation et l'accompagnement des collectivités territoriales ; la poursuite du processus d'opérationnalisation du transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales ; le relèvement du niveau des infrastructures des Circonscriptions Administratives (Bureau et logements) ; la réalisation des missions d'inspection et de contrôle. Son objectif est d'assurer une administration de développement en y impliquant la chefferie traditionnelle.

PARTIE A : PRESENTATION ET ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU MINISTÈRE

Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MI/D) fait face à plusieurs défis importants à savoir le terrorisme, le trafic illicite (drogue, armes et munitions), la traite des personnes, la confortation et la fonctionnalité de l'administration centrale et déconcentrée, la consolidation du processus de décentralisation et du transfert de compétences et de ressources, la modernisation du système d'état civil et le renforcement des capacités du personnel et des acteurs.

Ainsi le MI/D a bénéficié d'un budget total de cent et un milliards six cent quatre-vingt-sept millions sept cent quatre-vingt-douze mille deux cent trente-sept (**101 687 792 237**) FCFA reparti comme suit :

- Programme 141 : 3 094 942 998
- Programme 142 : 22 713 380 300
- Programme 143 : 67 463 603 602
- Programme 144 : 8 415 865 337

A l'issue de l'exécution du budget, les crédits libérés s'élèvent à **84 661 660 224 FCFA** pour une consommation de **83 657 314 360 FCFA** soit un taux de consommation 98,81% (consommé /libéré).

A1. Réalisations Techniques du ministère par programme en 2021

A1.1. Programme 141 : PILOTAGE ET ADMINISTRATION DES POLITIQUES DE SECURITE INTERIEURE ET DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

A1.1.1. Performance physique/technique du programme

HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DE RESULTATS	REALISATIONS
Effet 1 : L'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre des programmes sont assurées.	Taux d'exécution technique des programmes	89,57 % Ce taux moyen s'explique par le fait que 103 activités des 115 activités programmées sont réalisées. Il s'agit de : Programme 141 : 96,55% , 28 activités réalisées sur 29 Programme 142 : 87,5% , 14 activités réalisées sur 16 Programme 143 : 100% , 44 activités réalisées sur 44 Programme 144 : 65,38% , 17 activités réalisées sur 26
	Taux d'exécution financière par des programmes.	98,81% (consommations par rapport aux libérations). Ce taux moyen s'explique par la réalisation de l'essentiel des investissements prévus, un fonctionnement moyen des structures relevant du ministère et l'octroi des subventions aux autres structures.
Effet 1.1 : Les politiques du Ministère sont élaborées et ou vulgarisées	Nombre de politiques et/ou de stratégies élaborées	1 politique vulgarisée
Produit 1.1.1 : La politique nationale de la migration est vulgarisée	Nombre d'ateliers de vulgarisation organisés	2 ateliers régionaux
Effet 1.2 : La gestion des ressources est améliorée	Nombre d'agents formés et recyclés	6 agents formés
	Nombre de missions de contrôles effectuées par les inspections	20 missions
Produit 1.2.1 : Des missions de l'IGSS sont effectuées	Nombre d'inspections des services de sécurité réalisées	12 missions
Produit 1.2.2 : Des missions de contrôle et d'inspection dans les entités déconcentrées, décentralisées et établissements sont réalisées (IGAT)	Nombre des missions de contrôle effectués au niveau des collectivités territoriales	10 missions
	Nombre des missions de contrôle effectués au niveau des administrations déconcentrées	8 missions
Produit 1.2.3 : Les capacités de cinq agents de l'administration centrale sont renforcées	Nombre d'agents de l'administration centrale dont les capacités sont renforcées	6 agents formés
Produit 1.2.4 : Les capacités de dix agents en NTIC sont renforcées	Nombre d'agents de l'administration centrale dont les capacités sont renforcées en NTIC	10 agents
Produit 1.2.5 : Un système d'information des ressources humaines est mis en place	Disponibilité d'un système d'information des ressources humaines	Base de données disponible

Produit 1.2.6 : Les factures impayées des gestions antérieures sont apurées	Proportion des factures impayées des gestions antérieures apurées	100%
Effet 1.3 : Les conditions de travail sont améliorées	Ratio personnel/bureau	RAP
Produit 1.3.1 : Le fonctionnement des structures du niveau central est assuré	Montant alloué (par structure du niveau central) et situation des réalisations	sur 910 282 753 votés, 910 282 753 ont été libérés dont 872 908 253 consommés. Cette rubrique a permis entre autres d'assurer le fonctionnement de l'administration centrale (fournitures, entretien du matériel roulant, frais des missions et des relations publiques...)
Produit 1.3.2 : Les capacités des structures rattachées sont renforcées	Montant alloué (par structure rattachée) et situation des réalisations	-Conseil islamique : 81 000 000 sur 81 000 000, soit 100% -ACTN : 40 500 000, soit 100% -Autres associations : 27 719 520 sur 38 480 902, soit 72% -Journée des communes : 16 200 000, soit 100% -Subvention ARENI : 16 200 000 soit 100% (une assemblée générale des régions tenue) - Mise en place des cadres de commandement : 99 000 000 soit 100%
Produit 1.3.3 : L'administration centrale est équipée en mobilier de bureau	Nombre de mobiliers de bureau acquis	9 fauteuils 8 bureaux 15 chaises 5 réfrigérateurs 2 salons 1 table 10 armoires
Produit 1.3.5 : Trois bâtiments administratifs du niveau central sont réhabilités	Nombre de bâtiments administratifs du niveau central réhabilités	4 bâtiments réhabilités
Effet 1.4 : Les mécanismes de planification et de programmations sont mis en place.	Part des crédits de fonctionnement du programme 141 alloués au suivi-évaluation	0,74%
Produits 1.4.1: Une mission de suivi-évaluation est effectuée	Une mission de suivi-évaluation effectuée	1 mission réalisée
Effet 1.5 : Un système d'information et de communication mise en place	Taux d'équipement informatique & TIC des services centraux	52,21%
Produit 1.5.1 : Une Mission de collecte de données est effectuée	Une Mission de collecte de données effectuée	1 mission
Produit 1.5.2 : Les archives de l'administration centrale sont conditionnées et rendues accessibles aux usagers	Les archives de l'administration centrale conditionnées et rendues accessibles aux usagers	- 441 dossiers du personnel retraité et décédé conditionnés - 500 dossiers d'ONG et associations conditionnés - 673 documents d'information archivés

Tableau 1: Indicateurs de réalisation physique/technique du programme

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année N				Année N+1
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	Prévision
Action 1 : Elaboration des politiques du ministère	Améliorer le pilotage stratégique du Ministère	-Nombre de politiques et stratégies élaborées et/ou vulgarisées	nombre	2020	0	3	1	33,33%	↓	1
Action 2 : Amélioration de la gestion des ressources	Rendre efficace la gestion administrative, financière et du personnel	-Taux d'exécution financière des programmes (consommé/libéré);	%	2020	65,95	90%	98,84%	109,82%	↑	93
		-Nombre d'agents formés et recyclés.	Agents formés	2020	25	15	16	106%	↑	50
Action 3 : Amélioration des conditions de travail	créer un environnement adéquat	-Taux d'exécution du plan d'action annuel du Ministère	%	2020	87,23	90	89,57	99,52%	↓	92
Action 4 : Mise en place des mécanismes de planification et de programmation	Mettre en œuvre le processus de Planification, Programmation, Budgétisation	-Taux d'exécution technique des programmes	%	2020	87,23	90	89,57	99,52%	↓	92

Source : Comité DPPD

A1.1.2. Performance financière du programme

- Financement du programme

Tableau 2: Situation des crédits alloués au programme au titre de 2021

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit voté			Taux de variation	Observations	Crédit voté en année N+1
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	3 094 942 998	3 094 942 998	0	0%	-	9 576 939 625
Personnel	346 100 517	346 100 517	0	0%		325 735 118
Biens et services	1 213 862 270	1 213 862 270	0	0%		1 582 703 304
Transferts	462 696 539	462 696 539	0	0%		449 404 030
Investissement total	1 072 294 672	1 072 294 672	0	0%		7 219 097 173
Ressources propres	1 072 294 672	1 072 294 672	0	0%		2 219 097 173
Ressources externes	0	0				5 000 000 000
<i>dont : projet 1 (total)</i>						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
<i>dont : projet 2 (total)</i>						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
<i>dont : projet 3 (total)</i>						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
<i>dont : projet 4 (total)</i>						
Ressources Propres						
Ressources Externes						

- Exécution financière du programme

Tableau 3: Situation des crédits de paiement consommés du programme

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	-1	-2	-3	-4	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	3 094 942 998	2 986 277 575	2 719 283 172	2 713 782 903	96,49%	87,86%	87,68%
Personnel	346 100 517	256 806 584	256 806 584	256 806 584	74,20%	74,20%	74,20%
Biens et services	1 213 862 270	1 194 490 780	1 082 662 083	1 080 672 910	98,40%	89,19%	89,03%
Transferts	462 696 539	462 685 539	433 883 590	433 883 590	100%	93,77%	93,77%
Investissement total	1 072 294 672	1 072 294 672	945 930 915	942 419 819	100%	88,22%	87,89%
Ressources propres	1 072 294 672	1 072 294 672	945 930 915	942 419 819	100%	88,22%	87,89%
Ressources externes	0	0	0	0	0%	0%	0%
dont : projet 1 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 2 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 3 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 4 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							

A1.2. Programme 142 : AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES INTERIEURES

A1.2.1. Performance physique/technique du programme

PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES INTERIEURES		
HIERARCHIE DES RESULTATS	INDICATEURS DE RESULTATS	REALISATIONS
Effet 2 : La jouissance des droits et l'exercice des libertés publiques sont garantis	Taux de déclaration des naissances dans les délais	54,89%
	Nombre de session du comité de dialogue inter et intra religieux	1 session
Effet 2.1 : le système d'état civil est modernisé	Taux de déclaration des naissances dans les délais	54,89%
Produit 2.1.2 : Les activités de la DGEICMR sont appuyées	Montant alloué et situation des activités réalisées	626 755 867 délégués à 8 DREC/MR et 63 DDEC/MR
Produit 2.1.4 : Des bâtiments des DREC/MR sont construits et équipés	Nombre de bâtiments des DREC/MR construits et équipés	8 DREC et 2 DDEC équipés
Produit 2.1.5 : Des bâtiments des DDEC/MR sont construits et équipés	Nombre de bâtiments des DDEC/MR construits et équipés	10 bâtiments clôturés
Effet 2.2 : La gestion de la migration et des réfugiés est mieux assurée	Nombre de réfugiés et personnes déplacées	244 538 réfugiés
Produit 2.2.2 : Les camps et les zones d'accueil de réfugiés (ZAR) sont suivis et supervisés	Nombre de missions de suivi et de supervision des ZAR effectuées	une mission de supervision des camps effectuée
Effet 2.3 : La gestion des cultes est mieux encadrée	Nombre de sessions du comité de dialogue inter et intra religieux tenues	1 session
Produit 2.3.1 : Des sessions du CNDIR sont organisées	Nombre de sessions CNDIR organisées	1 session
Effet 2.5 : La jouissance des droits et l'exercice des libertés publiques est garantie	Délai de traitement des dossiers des partis politiques reconnus soumis à la Direction Générale des Affaires Politiques et Juridiques (DGAP/J)	3 mois
Produit 2.5.1 : La fonctionnalité des partis politiques, ONG et Associations est vérifiée	Nombre de partis politiques, ONG et Associations ayant fait l'objet d'une vérification	73 ONG et associations de la région de Dosso et Tillabéry vérifiées dont 60 fonctionnelles
Effet 2.8 : Des ressources de l'Etat au profit des élections sont mobilisées	Montant alloué	5 028 667 679 consommés sur 21 175 745 079 votés
Produit 2.8.1 : Le Fonctionnement de la CENI est assuré	Montant alloué et situation des activités réalisées	929 181 683 ayant permis entre autre de prendre en charge les activités suivantes : - rencontre d'information de partage d'expérience et d'évaluation des élections

		<ul style="list-style-type: none"> - colisage, chargement et acheminement des matériels et des documents électoraux - mise en place des matériels et documents électoraux
Produit 2.8.2 : Les activités entrant dans le cadre de la confection du fichier biométrique et des élections sont appuyées	Montant alloué et situation des activités réalisées	<p>4 099 485 996 pour les activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - élection présidentielle 2e tour dans 8 régions (indemnité des présidents et membres des commissions déconcentrées) - formation des présidents et membre des bureaux de vote - déploiement du matériel de vote - formation des formateurs - affrètement avion armée de l'air

Tableau 4: Indicateurs de réalisation physique/technique du programme

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année N				Année N+1
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	Prévision
Action 1 : Modernisation du système d'état civil.	Renforcer les capacités des structures d'état civil	Taux de déclaration des naissances dans les délais	%	2020	53,48	55%	54,89	99,80%	↑	57%
Action 2 : Gestion des Réfugiés	Assurer la protection des réfugiés	Nombre de réfugiés	nombre	2020	225 497	PM	244 538	PM		ND
Action 3 : Gestion des cultes	contribuer à une pratique pacifique des cultes	Nombre de session du comité de dialogue inter et intra religieux	nombre	2020	1	1	1	100%	=	1
Action 4 : Renforcement de la jouissance des libertés publiques	Encadrer la jouissance des libertés publiques	Délai de traitement des dossiers des partis politiques reconnus soumis à la Direction Générale des Affaires Politiques et Juridiques (DGAP/J)	mois	2020	3 mois	3 mois	3 mois	100%	=	2 mois
Action 5 : Mobilisation des ressources de l'Etat au profit des élections	Assurer l'organisation d'élections libres et transparentes	Montant alloué	Milliers FCFA	2020	38 022 547	21 175 745	5 028 668	23,75%	↓	15 204 902

Source : Comité DPPD

A1.1.2. Performance financière du programme

- Financement du programme

Tableau 5: Situation des crédits alloués au programme au titre de 2021

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit voté			Taux de variation	Observations	Crédit voté en année N+1
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	22 713 380 300	22 713 380 300	0	0,00%	-	17 403 598 050
Personnel	337 965 417	337 965 417	0	0%		347 987 476
Biens et services	5 655 897 304	5 655 897 304	0	0%		2 621 935 827
Transferts	0	0	0	0%		
Investissement total	16 719 517 579	16 719 517 579	0	0%		14 433 674 747
Ressources propres	16 719 517 579	16 719 517 579	0	0%		14 433 674 747
Ressources externes						
dont : projet 1 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 2 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 3 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 4 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						

▪ **Exécution financière du programme**

Tableau 6: Situation des crédits de paiement consommés du programme

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	-1	-2	-3	-4	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	22 713 380 300	6 469 606 977	6 437 939 015	5 698 976 846	28,48%	28,34%	25,09%
Personnel	337 965 417	250 770 340	250 770 340	250 770 340	74,20%	74,20%	74,20%
Biens et services	5 655 897 304	1 644 578 141	1 620 226 731	1 049 410 367	29,08%	28,65%	18,55%
Transferts	0	0	0	0	0%	0,00%	0,00%
Investissement total	16 719 517 579	4 574 258 496	4 566 941 944	4 398 796 139	27,36%	27,32%	26,31%
Ressources propres	16 719 517 579	4 574 258 496	4 566 941 944	4 398 796 139	27,36%	27,32%	26,31%
Ressources externes	0	0	0	0			
dont : projet 1 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 2 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 3 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 4 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							

A1.3. Programme 143 : AMELIORATION DE L'OFFRE DE SECURITE PUBLIQUE

A1.3.1. Performance physique/technique du programme

PROGRAMME 3 : AMELIORATION DE L'OFFRE DE LA SECURITE PUBLIQUE		
Hierarchie des résultats	Indicateurs de résultats	REALISATIONS
Effet 3 : La sécurité des personnes et des biens sur tout le territoire est assurée	Taux de couverture de la Police Nationale	81%
	Nombre d'interpellations réalisées par les patrouilles mixtes/an	9 121 personnes interpellées
Effet 3.1 : Les patrouilles sont renforcées.	Quantité de stupéfiants saisis	saisie de drogues - chanvre indien : 329,435kg - comprimés: 59000
	9 121 personnes interpellées	9 121 personnes interpellées
Produit 3.1.1: Les patrouilles mixtes régionales et départementales sont organisées	Montant alloué et situation des réalisations (avec les enveloppes par région et département)	*4 200 000 000 alloués par an. *6536 missions de patrouilles *saisie de drogue - chanvre indien : 329,435kg - comprimés: 59000 *armes et munitions : - 350 armes tout calibre - 50 000 munitions - lot d'accessoires d'armes *224 personnes interpellées
	Quantité de stupéfiants saisis	
	Nombre de malfrats arrêtés	
Effet 3.4 : Les frontières du Niger sont délimitées, démarquées et réaffirmées	Part du territoire borné	50,88% (ce taux n'a pas connu d'évolution en raison de l'insécurité qui sévit le long de certaines frontières de notre pays)
	Nombre de villages frontaliers sensibilisés	4 villages frontaliers sensibilisés
Produit 3.4.1 : Le fonctionnement de la CNF est appuyé	Montant alloué et situation des activités réalisées	36 982 939 consommés sur 37 800 000

		4 missions 21 agents 1 onduleur 12 tonner 1 tambour 5 antivirus 1 photocopieurs 3 imprimantes 6 moules 10 loupes 2 paires radio VHF 1 aspirateur 4 pneus 2 chambres à air 1 split armoire
Produit 3.4.2 : La frontière Niger-Nigeria est réhabilitée	Nombre d'acquisitions dans le cadre de la réhabilitation de la frontière Niger-Nigeria	83 bornes intermédiaires 13 bornes principales
Produit 3.4.3 : L'arrêt du 12 juillet 2005 est mis en œuvre	Nombre d'acquisitions dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêt du 12 juillet 2005 (Niger-Bénin)	Néant
Produit 3.4.4 : Les capacités du SP/CNF sont renforcées	Montant alloué et situation des activités réalisées	36 982 939 consommés sur 37 800 000 4 missions 21 agents 1 onduleur 12 tonner 1 tambour 5 antivirus 1 photocopieurs 3 imprimantes

		6 moules 10 loupes 2 paires radio VHF 1 aspirateur 4 pneus 2 chambres à air 1 split armoire
Produit 3.4.5 : La frontière Niger-Mali est délimitée	Nombre d'acquisitions dans le cadre de la délimitation de la frontière Niger-Mali	Néant
Produit 3.4.6 : La frontière Niger-Tchad est délimitée	Nombre d'acquisitions dans le cadre de la délimitation de la frontière Niger-Tchad	Recherches documentaires
Produit 3.4.7 : Le siège de la CNF est construit	Niveau de réalisations de construction du siège	Siège de la CNF construit à 100%
Effet 3.6 : Les capacités des FSI sont renforcées	Nombre d'agents recrutés	1326 élèves policiers formés 1000 gardes nationaux formés sur 1002 recrutés
	Nombre d'infrastructures réalisées	PN: -Acquisition d'une unité de police (clinique baraka) - 6 unités réhabilitées GNN -5 murs de clôture -3 blocs (toilettes et poste de garde) - 7 unités réhabilitées
	Taux de couverture de la Police Nationale	81%
Produit 3.6.1 : Des matériels et fournitures spécifiques sont acquis au profit des FSI	Nombre d'acquisitions en matériels et fournitures spécifiques au profit des FSI	PN: -lot de matériel de plomberie et froid - lot de matériel informatique -lot de matériel de menuiserie -20 gyrophares -22 split - 9 radios VHF mobile

		<ul style="list-style-type: none"> - 4 radios VHF fixe - 15 accessoires de VHF - 3 pilonne -3 autocom -127 postes téléphoniques -3 onduleurs 1000 VA -20 rouleaux de câble 1 batterie de 200w GNN: - 16 postes radio numériques -1 autocom -10 alimentations -24 supports de panneau -8 ordinateurs de bureaux -15 Motorola -18 mats -11 pompes à souder -40 batteries de 12 volts DGPC: -1 relais radio
Produit 3.6.2 : La formation de 1375 élèves policiers est assurée	La formation de 1375 élèves policiers assurée	1326 élèves policiers formés
Produit 3.6.3 : La formation de 1300 élèves gardes nationaux est assurée	La formation de 1000 élèves gardes nationaux est assurée	1000 gardes nationaux formés sur 1002 recrutés
Produit 3.6.4 : La formation continue du personnel de la GNN est assurée	Montant alloué et nombre de gardes nationaux ayant bénéficié de la formation continue	759 agents formés
Produit 3.6.5 : Un dispositif de vidéosurveillance est mis en place	Un dispositif de vidéo-surveillance mis en place et opérationnel	Entretien du système de vidéo surveillance

Produit 3.6.6 : Les veuves et orphelins des FSI tombées sur le théâtre des opérations sont appuyés	Nombre de bénéficiaires	PN: -28 veuves -72 orphelins GNN: - 157 veuves -307 orphelins
Produit 3.6.7 : Des infrastructures sont construites et équipées au profit des FSI	Nombre d'infrastructures construites et équipées au profit des FSI	117 véhicules d'intervention 30 000 grenages lacrymogènes 1 000 masques à gaz 1 500 aérosols
Produit 3.6.8 : Le fonctionnement des camps de repentis de Boko Haram est assuré	Montant alloué et situation des activités réalisées	crédit délégué pour le fonctionnement du centre
Produit 3.6.9 : Les frais de missions et de transports des FSI sont assurés	Montant alloué	DGPN 78 missions ayant mobilisé 1612 fonctionnaires de police DGPC 4 missions (2 intérieurs et 2 extérieurs) 11 sapeurs-pompiers GNN 432 missions 1623 gardes transportés
Produit 3.6.10 : Des matières, matériels et fournitures sont acquis	Nombre d'acquisition en matières, matériels et fournitures au profit des FSI	PN: 2423 tenues claires 3600 tenues treillis 1008 ceintures bleues marines 3300 bérets noirs 11462 macarons 500 ceinturons 3202 insignes de poche 2470 raglans 606 cartons de rame A4 210 toners

		<p>GNN: 10 000 treillis 10 000 rangers 9 500 bérets 45 ordinateurs 24 imprimantes 6 photocopieurs DGPC 80 stagiaires alimentés 7 tableaux chevaliers 50 rames A4 420 balais 50 cartons de savon 30 désodorisant/insecticide 100 seaux</p>
Produit 3.6.11 : La communication est prise en charge	Montant alloué et nombre (par nature) de communication réalisé	<p>GNN: 1200 numéros flottés abonnement journaux (sahel et sahel-dimanche) DGPC: 5 communiqués radio et télé</p>
Produit 3.6.12 : La documentation et le renseignement sont pris en charge	Montant alloué	PM
Produit 3.6.13 : La location de bureaux et logements des unités non construites est assurée	Nombre de bureaux et logements des unités en bail	7 bâtiments
Produit 3.6.14 : Les acquisitions et les grosses réparations du matériel et mobilier sont effectuées	Nombre acquisition et de grosses réparation de matériels et mobiliers effectuées	<p>PN: -2 bus de 70 places -1 mini bus de 35 places -20 ordinateurs - 11 imprimantes -4 photocopieurs -21 onduleurs</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - 28 bureaux (directeurs, agents) -80 fauteuils -55 chaises visiteurs -5 compteuses de billet -8 réfrigérateurs -12 armoires métalliques 2 battants -10 lits d'hospitalisation et accessoires -lot de matériel de plomberie, électricité, réseau informatique GNN: - 25 bureaux (directeurs, sec, agent) - 20 fauteuils (directeurs et secs) -26 chaises visiteurs -8 split -5 réfrigérateurs -1 salon complet -17 imprimantes -37 ordinateurs de bureau -29 onduleurs -2 véhicules blindés -400 portes chargeurs -lot matériel taillerie -lot de matériels médical DGPC: -5 bureaux (directeur, agent) - 2 kits incendie
Produit 3.6.15 : Les entretiens et maintenances des matériels sont assurés	Nombre d'entretien et de maintenance des matériels assurés	PN: 44 véhicules entretenus GNN: véhicules d'intervention GNN entretenus (PM) DGPC: 2 moteurs repris 2 tôlerie/peintures 10 pneus 1 véhicule de commandement réparé
Produit 3.6.16 : Les dépenses spécifiques de sécurité sont réalisées	Montant alloué et situation des activités réalisées	GNN: matériels de communication assurés

Produit 3.6.17 : La mutuelle de santé de la PN et de la GNN est appuyée	Montant alloué et situation des activités réalisées	subvention mutuelle assurée
Produit 3.6.18 : Des études et recherches sont réalisées	Nombre d'études et de recherches réalisées	PN: étude de la réhabilitation d'un bâtiment à la DGPN GNN: 2 études au CI Hamdalaye
Produit 3.6.19 : Les activités sportives et culturelles de la PN et la GNN sont promues	Montant alloué et situation des activités réalisées	PN: 110 ballons 10 sifflets 15 chronomètres 80 dossards 75 assiettes 10 échelles 200 plots 210 maillots 100 survêtements 30 crampons 93 bats 11 gants 15 chaussures 6 pompes à air 8 gonfleurs 5 thermos à glace 8 sacs de sport 4 motos GNN: 1681 maillots de sport 100 survêtements 1227 chaussures de sport 100 ballons de foot 100 crampons
Produit 3.6.20 : Les activités du projet cartes nationales d'identité (CNI) sont appuyées	Montant alloué et situation des activités réalisées	frais de location et salaires pris en charge

Produit 3.6.21 : Les dépenses diverses non classés sont pris en charge	Montant alloué et situation des activités réalisées	PN: 91 extincteurs 10 tentes militaires 500 matelas 1 vidéoprojecteur 1 groupe électrogène GNN : matériels de communication DGPC: 50 paquets de stylo 80 cartons ram A4 1 pointeur
Produit 3.6.22 : Les dépenses consulaires sont assurées	Montant alloué	10 attachés de police dotés
Produit 3.6.23 : Les pécules des élèves policiers sont assurés	Nombre de bénéficiaires	1326 élèves policiers payés
Produit 3.6.24 : Les frais de vacation des formateurs de formation initiale sont assurés	Montant alloué	les frais de vacation assurés
Produit 3.6.25 : Les activités de l'OCRTIS sont appuyées	Montant alloué et situation des activités réalisées	délégation effectuée
Produit 3.6.26 : Les activités des écoles et centres de formation des FSI sont appuyées	Montant alloué et situation des activités réalisées	PN: l'ENP réhabilitée GNN: 151 gardes formés au niveau des centres des FAN 943 gardes formés au CI Hamdalaye DGPC: ENPC réhabilitée et réaménagée
Produit 3.6.27 : Les dépenses diverses des structures déconcentrées des sapeurs-pompiers sont prises en charge	Montant alloué (par région) et situation des activités réalisées	délégation de crédit au profit des structures déconcentrées des sapeurs-pompiers
Produit 3.6.28 : Les unités de sapeurs-pompiers sont construites et équipées	Nombre d'unité de sapeurs-pompiers construites et équipées	1 Toyota Fokker 1 ambulance 2 véhicules doubles cabines

		1 véhicule V8
Produit 3.6.29 : Les unités des sapeurs-pompiers sont équipées en matériels et mobiliers de bureaux	Nombre d'acquisition en matériels et mobiliers de bureaux au profit des unités des sapeurs-pompiers	DGPC 2 salons complets
Produit 3.6.30 : Les services techniques sont équipés en matériels techniques	Montant alloué (par service technique) et nombre d'acquisition en matériels techniques	PN: -lot de matériel de plomberie et froid - lot de matériel informatique -lot de matériel de menuiserie -20 gyrophares -22 split - 9 radios VHF mobile - 4 radios VHF fixe - 15 accessoires de VHF - 3 pilonne -3 autocom -127 postes téléphoniques -3 onduleurs 1000 VA -20 rouleaux de câble 1 batterie de 200w GNN: - 16 postes radio numériques -1 autocom -10 alimentations -24 supports de panneau -8 ordinateurs de bureaux -15 Motorola -18 mats -11 pompes à souder -40 batteries de 12 volts DGPC: -1 relais radio

Produit 3.6.31 : Des unités de la PN et de la GNN sont construites	Nombre d'unités (par corps) construites	PN: -Acquisition d'une unité de police (clinique baraka) - 6 unités réhabilitées
Produit 3.6.32 : Des unités de la GNN sont réhabilitées	Nombre d'unités GNN réhabilitées	GNN -5 murs de clôture -3 blocs (toilettes et poste de garde)
Produit 3.6.33 : Des unités et les missions opérationnelles des FSI sont dotées en carburant et lubrifiant	Montant alloué (par unités de corps) et nombre de missions opérationnelles	carburants et lubrifiants des unités et missions opérationnelles assurés (PM)
Produit 3.6.34 : Les impayés de la PN et de la GNN sont apurés	Proportion des factures impayées des gestions antérieures PN et GNN apurée	PN: 12 factures apurées GNN: 7 factures apurées

Tableau 7: Indicateurs de réalisation physique/technique du programme

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année N				An
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	
Action 1 : Poursuite des patrouilles mixtes régionales et départementales	Réduire le banditisme	Quantité de stupéfiants saisies	stupéfiants	2020	chanvre indien : 420 kg, 100 briques, 868 cornets et 71 sachets ; - trama dol : 4 100 comprimés ; - autres: 246 334 comprimés	PM	- chanvre indien : 329,435kg - comprimés: 59000	PM		
		Nombre d'interpellations réalisées lors des patrouilles	nombre	2020	10 283	14 122	9 121	80,55%	↑	1
Action 2 : Lutte contre la migration irrégulière	Maîtriser les flux migratoires irréguliers	Nombre de personnes interpellés pour trafic illicite des migrants et traite des êtres humains	migrant	2020	170	PM	188	PM		
		Nombre de refoulés mis à la disposition de l'OIM	Nombre	2020	20 955	PM	30 155	PM		
Action 3 : Délimitation/démarcation et réaffirmation des frontières et coopération administrative transfrontalière	Délimiter, démarquer et réaffirmer les frontières du Niger	Part du territoire borné	% du territoire borné	2020	50,8%	51%	50,8%	99,60%	↓	
Action 4 : Renforcement des capacités des FSI	Rendre performantes les unités des FSI	Nombre d'agents recrutés	Agent recruté	2020	4339	2300	4023	164%	↑	
		Taux de couverture de la Police Nationale	%	2020	71%	71,02%	81%	103,35 %	↑	

Source : Comité DPPD

A1.3.2. Performance financière du programme

Financement du programme

Tableau 8: Tableau 8 : Situation des crédits alloués au programme au titre de 2021

Catégorie de crédit	Crédit voté			Taux de variation	Observations	Crédit voté en année N+1
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	63 586 603 602	67 463 603 602	3 877 000 000	6,10%	-	77 093 319 678
Personnel	41 751 132 897	41 751 132 897	0	0%		43 750 346 465
Biens et services	10 212 559 002	10 212 559 002	0	0%		14 416 740 276
Transferts	1 988 538 792	2 515 538 792	527 000 000	27%	Prise en compte du gap à couvrir des pécules des élèves policiers	3 556 111 982
Investissement total	9 634 372 911	12 984 372 911	3 350 000 000	35%	Acquisition d'armes et munitions pour la police et la GNN	15 370 120 955
Ressources propres	9 634 372 911	12 984 372 911	3 350 000 000	35%		15 370 120 955
Ressources externes	63 586 603 602	67 463 603 602	3 877 000 000	6,10%		0
dont : projet 1 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 2 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 3 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 4 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						

▪ **Exécution financière du programme**

Tableau 9: Situation des crédits de paiement consommés du programme

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	-1	-2	-3	-4	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	64 178 352 073	62 218 749 689	26 874 695 849	25 693 624 221	96,95%	96,85%	40%
Personnel	35 355 166 899	35 355 166 899	100 880 652	100 880 652	100%	100%	0%
Biens et services	10 572 012 891	9 808 344 947	9 775 877 872	9 268 267 224	92,78%	92,56%	88%
Transferts	1 800 770 687	1 618 104 309	1 618 104 309	971 161 929	89,86%	89,86%	54%
Investissement total	16 450 401 596	15 437 133 534	15 379 833 016	15 353 314 416	93,84%	93,59%	93%
Ressources propres	16 450 401 596	15 437 133 534	15 379 833 016	15 353 314 416	93,84%	93,59%	93%
Ressources externes		0	0	0	0%	0%	0%
dont : projet 1 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 2 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 3 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 4 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							

Source : Comité DPPD

A1.4. Programme 144 : Amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées

A1.4.1. Performance physique/technique du programme

PROGRAMME 4 : AMELIORATION DE LA GESTION DES ENTITES DECONCENTREES ET DECENTRALISEES		
Hierarchie des résultats	Indicateurs de résultats	REALISATIONS
Effet 4 : une administration territoriale de développement est assurée	Nombre de mission de formation	1 mission
	Nombres de missions d'appui conseil	1 mission
Effet 4.1 : Les capacités des structures déconcentrées sont renforcées	Nombre d'acquisition en mobiliers de bureaux au niveau des gouvernorats	- 14 ordinateurs de bureau - 10 ordinateurs portables - 12 imprimantes - 250 copies du « guide de l'administrateur imprimées »
	Nombre d'acquisition en matériels roulant au niveau des administrations centrale et déconcentrées	41 véhicules pickup
Produit 4.1.1 : Le fonctionnement des structures au niveau déconcentré est assuré	Montant délégué par région et département	- région d'Agadez : 109 152 901 - région de Diffa: 109 152 901 - région de Dosso: 151 808 993 - région de Maradi: 138 642 843 - région de Niamey: 20 683 210 - région de Tahoua: 200 522 727 - région de Tillabéri: 212 367 698 - région de Zinder: 168 132 785
Produit 4.1.2 Les gouvernorats sont équipés en mobiliers de bureau	Nombre d'acquisition en mobiliers de bureaux au niveau des gouvernorats	- 4 Bureaux - 8 Fauteuils - 122 Chaises - 12 réfrigérateurs - 15 splits - 4 armoires - 17 salons complets - 28 lits - 28 matelas - 12 postes téléviseurs - 8 ordinateurs - 4 photocopieurs - 4 imprimantes

Produit 4.1.3 : Les Administrations centrale et déconcentrés sont dotés en matériels roulant	Nombre d'acquisition en matériels roulant au niveau des administrations centrale et déconcentrées	41 véhicules pickup
Produit 4.1.5 : La conférence des cadres de l'administration territoriales est organisée	Une conférence des cadres de l'administration territoriales organisée	Mission en 3 axes ayant regroupé de 87 cadres de l'AT
Produit 4.1.6 : Les capacités de structures déconcentrées sont renforcées	Montant alloué et situation des activités réalisées	- 14 ordinateurs de bureau - 10 ordinateurs portables - 12 imprimantes - 250 copies du « guide de l'administrateur » imprimées
Produit 4.1.7 : Les données statistiques de la LOPAT sont actualisées	Les données statistiques de la LOPAT actualisées	Non réalisée
Produit 4.1.8 : Le fonctionnement de la DGAT/D est appuyé	Montant alloué et situation des activités réalisées	- 1 salon complet - 1 table basse
Effet 4.2 : Les infrastructures administratives (résidences/bureaux) sont construites et/ou réhabilitées	Nombre d'infrastructures construites	- 2 résidences de préfets construits - 2 logements SG construits - 6 murs de clôtures
	Nombre d'infrastructures réhabilités	- 9 bâtiments réhabilités
Produits 4.2.1. Les résidences des préfets et les logements SG des préfectures sont construits	Nombre de résidences de préfets construits	2 résidences de préfets construits
	Nombre logements de SG de préfectures construits	2 logements SG construits
Effet 4.4 : L'offre et l'accès des services de proximité aux populations sont développés	Pourcentage de communes ayant tenu les sessions statutaires	
	Nombre d'acteurs de la décentralisation formés	6 087
	Pourcentage de communes ayant transmis dans le délai les comptes administratifs et de gestion à la Cour des Comptes	19%
Produit 4.4.1 : Le dispositif juridique et institutionnel de la décentralisation est renforcé	Nombre de textes élaborés et adoptés avec la situation des activités réalisées (par texte)	TDR parvenus après la clôture des engagements
Produit 4.4.2 : Les acteurs locaux sont formés sur la mobilisation des ressources	Nombre d'acteurs formés (par région)	
Produit 4.4.3 : Deux sessions de certification de modules et accréditation de formateurs sont organisées	Nombre de sessions de certification de modules et accréditation de formateurs organisées	2 sessions de certification

Produit 4.4.4 : L'encadrement technique des collectivités territoriales est assuré	Montant alloué et situation des activités	- 252 conseils municipaux installés - 7 conseils régionaux installés
Produit 4.4.5 : Les capacités organisationnelles et managériales de la DGCT sont renforcées	Nombre de cadres formés	Activité non réalisée (TDR parvenus en retard)
Produit 4.4.6 : Le fonds de péréquation est alimenté	Montant alloué	1 800 000 000 mis à la disposition des 262 collectivités
Produit 4.4.7 : Le fonds d'appui à la décentralisation est alimenté	Montant alloué	900 000 000 mis à la disposition des 262 collectivités
Produit 4.4.8 : Le fonds d'Appui Technique est alimenté	Montant alloué	8 ateliers régionaux tenus Appui à l'AMN et ARENI (134 965 652)
Produit 4.4.9 : Le fonctionnement de l'ANFICT est appuyé	Montant alloué et situation des activités	722 499 997 ayant permis de prendre les activités : - salaires payés - eau, électricité, téléphone, internet assurés - locations 5 bureaux des délégations régionales
Produit 4.4.10 : Trois ateliers régionaux en appui conseil aux collectivités territoriales sont organisés	Nombre d'ateliers régionaux en appui conseil aux collectivités territoriales organisés	TDR parvenus après la clôture des engagements
Produit 4.4.11 : Poursuivre le transfert de compétences et de ressources aux collectivités territoriales	Montant alloué et situation des activités	TDR parvenus après la clôture des engagements
Produit 4.4.12 : Le fonctionnement de la DGCT/D est appuyé	Montant alloué et situation des activités	Non réalisée
Effet 4.5 Les chefs traditionnels sont mieux impliqués dans les actions de développement	Nombre de chefs traditionnels formés (par rapport à un contenu de référence)	Non réalisée
	Nombre de palais réhabilités	15 palais réhabilités
Produit 4.5.1 : Quatre-vingt (80) chefs traditionnels sont formés sur leur rôle en matière de gestion sécuritaire	Nombre de chefs formés	néant
Produit 4.5.2 : Les palais des chefs traditionnels sont réhabilités	Nombre de palais réhabilités	15 palais réhabilités

Tableau 10: Indicateurs de réalisation physique/technique du programme

Actions du programme	Objectifs	Indicateurs de Performance	Unité	Référence		Année N				Année N+1
				Année	Valeur	Cible PAP	Réalisation	Taux de réalisation (%)	Progrès	Prévision
Action 1 : Renforcement des capacités des structures déconcentrées	Améliorer le fonctionnement des structures déconcentrées	Nombre de bureau/ résidence équipés en mobiliers au niveau déconcentré	Nombre	2020	30	27	25	92,52%	↓	27
		Nombre d'acquisition en matériels roulant au niveau des administrations centrale et déconcentrées	Nombre	2020	18 véhicules 40 motos	18 Véhicules	41 véhicules	227,77%	↑	20
Action 2 : Construction et réhabilitation des infrastructures administratives (résidences/bureaux)	Améliorer les conditions de travail du personnel	Nombre d'infrastructures construites	Infrastructures	2020	12 bâtiments 7 murs de clôtures de bâtiments	10 bâtiments	4 bâtiments 6 murs de clôtures de bâtiments	PM		26
		Nombre d'infrastructures réhabilitées	Infrastructures	2020	12 bâtiments	10	9 bâtiments	90%	↓	41
Action 3 : Consolidation de la décentralisation	Développer l'offre et l'accès des services de proximité aux populations	% de communes ayant tenu les sessions statutaires	37,65%	2020	PM	30%	27,05%	90,16	↓	30%
		% des communes ayant transmis dans le délai les comptes administratifs et de gestion à la Cour des Comptes	43,92%	2020	27,05	30%	19%	63,33	↓	30%
Action 4 : Implication de la chefferie traditionnelle dans les actions de développement	Renforcer les capacités des Chefs Traditionnels	Nombre de chefs formés	Nombre	2020	0	0	0	0%	=	20
		Nombre de palais réhabilités	Nombre	2020	50	21	15	71,42	↓	24

Source : Comité DPPD

A1.4.2. Performance financière du programme

- Financement du programme

Tableau 11: Situation des crédits alloués au programme au titre de 2020

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit voté			Taux de variation	Observations	Crédit voté en année N+1
	Crédit initial	Crédit final	Variation			
Total	8 655 865 337	8 655 865 337	0	0%		10 050 565 128
Personnel	781 151 978	781 151 978	0	0%		1 465 028 685
Biens et services	1 469 507 822	1 469 507 822	0	0%		1 666 940 470
Transferts	1 816 788 712	1 816 788 712	0	0%		1 800 627 530
Investissement total	4 588 416 825	4 588 416 825	0	0%		5 257 143 851
Ressources propres	4 384 416 825	4 384 416 825	0	0%		3 829 143 851
Ressources externes	240 000 000	240 000 000	0	0%		1 428 000 000
dont : projet 1 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 2 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 3 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						
dont : projet 4 (total)						
Ressources Propres						
Ressources Externes						

Source : Comité DPPD

- Exécution financière du programme

Tableau 12: Situation des crédits de paiement consommés du programme

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit libéré	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux de libération	Taux d'engagement	Taux d'ordonnancement
	-1	-2	-3	-4	(5)=(2)/(1)	(6)=(3)/(1)	(7)=(4)/(1)
Total	8 655 865 337	8 123 543 962	7 275 931 280	6 719 999 557	93,85%	84,06%	77,64%
Personnel	781 151 978	579 614 766	579 614 766	579 614 766	74,20%	74,20%	74,20%
Biens et services	1 469 507 822	1 418 907 822	1 219 270 395	1 219 270 395	96,56%	82,97%	82,97%
Transferts	1 816 788 712	1 777 104 549	1 816 754 361	1 816 754 361	97,82%	100,00%	100,00%
Investissement total	4 588 416 825	4 347 916 825	3 660 291 758	3 104 360 035	94,76%	79,77%	67,66%
Ressources propres	4 384 416 825	4 107 916 825	3 420 291 758	2 864 360 035	93,69%	78,01%	65,33%
Ressources externes	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	100,00%	100,00%	100,00%
dont : projet 1 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 2 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 3 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							
dont : projet 4 (total)							
Ressources Propres							
Ressources Externes							

A2. Récapitulatifs pour l'ensemble du ministère

A2.1. Synthèse des réalisations financières du Ministère

A2.1.1. Niveau d'exécution par nature de crédit puis par programme

Tableau 13: Situation globale de consommation des crédits du ministère

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit Initial -1	Crédit Final -2	Crédits Libéré -3	Crédits engagé -4	Crédits ordonnancé -5	Taux de variation du crédit voté (6)=[(2)-(1)]/(1)	Taux d'engagement (7)=(4)/(2)	Taux ordonnancement (8)=(5)/(2)
Personnel	43 216 350 809	43 216 350 809	42 838 324 587	42 838 324 587	42 838 324 587	0,00%	99,13%	99,13%
Biens et services	18 551 826 398	18 551 826 398	14 423 515 037	14 083 631 560	11 769 596 628	0,00%	75,92%	63,44%
Transferts	4 268 013 043	4 795 013 043	4 794 977 694	4 721 688 084	4 076 612 558	12,35%	98,47%	85,02%
Investissement	32 014 601 987	35 364 601 987	22 604 842 906	21 989 170 129	20 659 902 896	10,46%	62,18%	58,42%
Ressources propres	31 774 601 987	35 124 601 987	22 364 842 906	21 749 170 129	20 419 902 896	10,54%	61,92%	58,14%
Ressources externes	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	0,00%	100,00%	100,00%
Total	98 050 792 237	101 927 792 237	84 661 660 224	83 632 814 360	79 344 436 669	3,95%	82,05%	77,84%

Source : Comité DPPD

Tableau 14: Situation de consommation des crédits par programme

En FCFA et %

Nom du Programme	Crédit Final	Crédit engagé	Crédit ordonnancé	Taux d'engagement
Programme 141	3 094 942 998	2 719 283 172	2 381 138 302	87,86%
Programme 142	22 713 380 300	6 437 939 015	5 698 976 843	28,34%
Programme 143	67 463 603 602	67 239 310 705	65 714 518 912	99,67%
Programme 144	8 655 865 337	7 236 281 468	5 549 802 612	83,60%
Total	101 927 792 237	83 632 814 360	79 344 436 669	82,05%

Source : Comité DPPD

A2.1.2. Situation des délégations de crédits

Présenter et analyser le niveau de délégation de crédit. Relater les points forts et les faiblesses notés au sujet des crédits délégués.

Tableau 15:Crédits délégués aux régions en année 2020

En FCFA et %

Catégorie de crédit	Crédit final	Crédit délégué	Crédit délégué consommé	% de Crédit délégué	Taux d'exécution des crédits délégués
	-1	-2	-3	(4)=(2)/(1)	(5)=(3)/(2)
Programme 141	3 094 942 998	3 551 096	3 551 096	0,11%	100%
Programme 142	22 713 380 300	738 962 172	738 962 172	3,25%	100%
Programme 143	67 463 603 602	1 416 600 587	1 416 600 587	2,10%	100%
Programme 144	8 655 865 337	1 696 478 856	1 696 478 856	19,60%	100%
Total	101 927 792 237	3 855 552 711	3 855 552 711	3,78%	100%

Source : Comité DPPD

A2.2. Situation des ressources humaines du ministère

Les plafonds d'autorisations d'emploi fixés pour 2021 comme les réalisations de l'exercice peuvent être exprimés en termes d'effectifs (tableau 16) ou de dépenses (tableau 17). Les plafonds sont tirés du budget et les réalisations proviennent des fichiers de la Direction informatique du Ministère des Finances.

Tableau 16: Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en effectif

Catégorie	Plafond autorisé	Effectifs réels rémunérés	Ecart
A	1 239	1 315	-76
B	2 419	2 500	-81
C	2 704	3 049	-345
D	16 847	18 847	-2000
Auxiliaires	708	685	23
Total	23 917	26396	2 479

Source : Comité DPPD

Les effectifs rémunérés en 2021 sur le budget du MI/D, sont de 26 396 agents par rapport à un plafond de 23 917 agents, soit un écart défavorable de 2 479 agents. Les catégories D représentent 71,40% du total des effectifs rémunérés tandis que les catégories C forment 11,55% du total, les catégories A et B respectivement 4,98% et 9,47% et les auxiliaires moins de 3%. L'année 2021 n'a pas connu de recrutement et 40 agents ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au niveau de l'administration centrale et déconcentrée.

Tableau 17: Tableau de répartition du personnel entre le niveau central et le niveau déconcentré

Catégorie	Plafond autorisé	Central	Déconcentré
A	1 239	46	1 193
B	2 419	23	2 396
C	2 704	11	2 693
D	16 847	4	16 843
Auxiliaires	708	20	6 88
Total	23 917	104	23 813

Source : Comité DPPD

Tableau 18: Tableau 18 : Plafond des autorisations d'emplois rémunérés, en montant

En FCFA

Catégories	Plafond autorisé	Montants réels rémunérés	Ecart
A	5 472 713 563	5 808 408 665	335 695 102
B	7 028 711 541	7 264 067 322	235 355 781
C	3 920 073 743	4 420 231 081	500 157 338
D	26 046 692 828	29 138 838 946	3 092 146 118
Auxiliaires	748 159 133	723 854 528	-24 304 605
Total	43 216 350 808	47 355 400 542	4 139 049 734

Source : PAP MI/D 2021 (masse salariale inscrite est de 43 216 530 809) et Comité DPPD

NB : la différence de 4 139 049 734 FCFA s'explique par le recrutement de 4023 agents de sécurité (Garde Nationale du Niger et Police nationale). Egalement, il y a les incidences financières liées aux avancements, les indemnités de service intérieur, les primes de responsabilités, et les autres avantages.

A2.3. Difficultés rencontrées et approches de solution

Après quatre (4) années de mise en œuvre du budget programme, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a accompli des efforts afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre du DPPD et du PAP à la lumière des résultats atteints.

En dépit de ces avancées, il y a lieu de souligner quelques difficultés relatives à la mise en œuvre du budget programme. Ces difficultés portent sur :

- la faible implication des responsables de programmes ;
- la faible maîtrise de l'effectif réellement rémunéré ;
- la difficulté de renseigner certains indicateurs et l'absence de valeurs cibles ;
- la faible maîtrise de l'intervention des partenaires techniques et financiers ;
- le blocage quelque fois des crédits en raison de la régulation budgétaire.

PARTIE B : RÉSULTATS DU SECTEUR (OU SOUS-SECTEUR)

Cette partie se justifie par le fait que les résultats ultimes et essentiels des politiques publiques proviennent de l'action du ministère en charge de cette politique mais aussi (et parfois surtout) des interventions de partenaires indépendants du ministère et qui consacrent tout ou partie de leurs actions aux mêmes objectifs. En général, le dispositif sectoriel fonctionne dans une sorte de complémentarité. Il s'agit, en conséquence, de mieux mettre en relation l'ensemble de l'effort consenti par la nation dans ses diverses composantes avec le soutien des PTF concernés, d'une part, et les bénéfices obtenus pour la population, d'autre part.

Cette partie va appuyer les discussions entre les partenaires du secteur lors des revues conjointes, en donnant une vue globale sur la performance sectorielle ainsi que les contributions des différents acteurs.

Dans cette partie, il est mis en exergue l'intervention du MI/D avec ses partenaires d'appui dans la réalisation de ses missions.

B1. Présentation du secteur

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le MI/D s'aligne aux orientations nationales à travers :

- l'axe 1 de la DPG de mai 2021 dont l'objectif assigné à notre département ministériel vise à : i) poursuivre le renforcement des capacités opérationnel des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) par un maillage du territoire plus dense, le renforcement des effectifs ainsi que la création et la formation des unités spéciales à la Garde Nationale du Niger et à la Police Nationale ; ii) poursuivre la mutualisation des efforts en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé ; iii) renforcer les patrouilles mixtes transfrontalières ; iv) consolider les progrès en matière de démocratie et de libertés publiques ; v) mettre en œuvre des actions concrètes dans le sens de l'amélioration de la viabilité économique des communes, de la qualité de la gouvernance administrative et financière des entités décentralisées.
- le programme 8 du PDES 2017-2021 dont les objectifs sont entre autres :
 - o la modernisation du système de l'Etat Civil ;
 - o le soutien au développement local et communautaire.
- le programme 9 du PDES 2017-2021 dont l'objectif vise à renforcer la sécurité intérieure et frontalière du pays.

Le tableau suivant présente les institutions partenaires opérationnelles du sous-secteur classées par catégorie d'acteurs.

Tableau 19: Principaux partenaires intervenant dans le secteur (cartographie des acteurs)

Catégorie	Nom	Domaines spécifiques d'intervention
Collectivités territoriales	AMN et ARENI	appui aux collectivités
Autres nca	AMESP (AFD)	infrastructures des circonscriptions administratives

Source : Comité DPPD

B2. Réalisations physiques du secteur

Ce chapitre présente l'ensemble des réalisations du secteur ou sous-secteur en prenant en compte les réalisations des partenaires opérationnels du ministère ainsi que celles des programmes du ministère.

Présenter globalement la performance du secteur (sous-secteur) au titre de l'année <<N>> sur la base : d'une part des indicateurs de résultats immédiat (extrants/produits) les mêmes présentés pour les réalisations du ministère par programmes (partie); et d'autre part des indicateurs d'effet (liés aux objectifs des programmes)

B2.1. Réalisation globale du secteur dans le domaine du <<programme 1 : PILOTAGE ET ADMINISTRATION DES POLITIQUES DU MI/D >>

Présenter les réalisations annuelles du secteur pour le programme 1 et mettre en exergue la contribution des ANE (acteurs non étatiques, c'est-à-dire non gouvernementaux). Commenter la performance annuelle du secteur.

Présenter un focus sur la qualité des données et le partenariat du ministère avec les acteurs externes.

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année N			Observations
			Année	Valeur	Par le Ministère	Par les Acteurs[1]	Total	
Action 1 : Elaboration des politiques du ministère	Améliorer le pilotage stratégique du Ministère	Nombre de politiques et stratégies élaborées	2020	1	0.5	0.5	1	
Action 2 : Amélioration de la gestion des ressources	Rendre efficace la gestion administrative, financière et du personnel	Nombre d'agents formés et recyclés.	2020	25	16	0	16	
		Taux d'exécution financière des programmes.	2020	99,94%	90%	0%	90%	
Action 3 : Amélioration des conditions de travail	créer un environnement adéquat	Taux d'exécution du plan d'action annuel du Ministère	2020	ND	89,57%	0%	89,57	
Action 4 : Mise en place des mécanismes de planification et de programmation	Mettre en œuvre le processus de Planification, Programmation, Budgétisation	-Taux d'exécution technique des programmes	2020	87,23%	89,57%	0%	89,57	
Action 5 : Mise en place d'un système d'information et de communication	Assurer la visibilité des activités du ministère	Site web du Ministère fonctionnel et mis à jour	2020	1	1	0	1	

B2.2. Réalisation globale secteur dans le domaine du << programme 2 : AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES INTERIEURES >>

Le tableau suivant illustre la contribution des ANE dans les résultats du secteur dans le domaine de <<programme 2>>.

Tableau 20: Réalisation du secteur en 2020, programme 2 (résultats immédiat (extrants))

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année N			Observations
			Année	Valeur	Par le `	Par les	Total	
					Ministère	Acteurs[1]		
Action 1 : Modernisation du système d'état civil.	Renforcer les capacités des structures d'état civil	Taux de déclaration des naissances dans les délais.	2020	53,48%	ND	ND	54,89%	
Action 2 : Transparence du processus électoral	Assurer l'organisation d'élections libres et transparentes	Montant alloué	2020	38 023	5 028, 67	PM	PM	En million
Action 3 : Gestion des Réfugiés	Assurer la protection des réfugiés	Nombre de réfugiés	2020	225 497	PM	PM	244 538	
Action 4 : Gestion des cultes	Contribuer à une pratique pacifique des cultes	Nombre de session du comité de dialogue inter et intra religieux	2020	1	1	0	1	
Action 5 : Renforcement de la jouissance des libertés publiques	Encadrer la jouissance des libertés publiques	Délai de traitement des dossiers des partis politiques reconnus soumis à la Direction Générale des	2020	3 mois	3 mois	0	3 mois	

Source : comité DPPD-MISPD/ACR

B2.3. Réalisation globale secteur dans le domaine du << programme 3 : AMELIORATION DE L'OFFRE DE LA SECURITE PUBLIQUE >>

Le tableau suivant illustre la contribution du ministère et des ANE dans les résultats du secteur dans le domaine de <<programme 4>>.

Tableau 21: Réalisation du secteur en 2020, programme 4 (résultats immédiat (extrants))

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année N			Observations
			Année	Valeur	Par le Ministère	Par les Acteurs[1]	Total	
Action 2 : Poursuite des patrouilles mixtes régionales et départementales	Réduire le banditisme	Quantité de stupéfiants saisis	2020	Une quantité importante de produits prohibés saisis	Une quantité importante de produits prohibés saisis	0	Une quantité importante de produits prohibés saisis	
		Nombre d'interpellations réalisées lors des patrouilles		10 283	9 121	0	10 283	
Action 1 : Renforcement des capacités des FSI	Rendre performantes les unités des FSI	Nombre d'agents recrutés	2020	4374	4023	0	4374	
		Taux de couverture de la Police Nationale		73,52%	81%	0	73,52%	
Action 4 : Lutte contre la migration irrégulière	Maîtriser les flux migratoires irréguliers	Nombre de personnes interpellés pour trafic illicite des migrants et traite des êtres humains	2020	170	188	0	188	
		Nombre de refoulés mis à la disposition de l'OIM	2020	10 720	30 155	0	30 155	
Action 5 : Délimitation/démarcation et réaffirmation des frontières et coopération administrative transfrontalière	Délimiter, démarquer et réaffirmer les frontières du Niger	Part du territoire borné	2020	50,8%	50,8%	0	50,8%	

Source : Comité DPPD

B2.4. Réalisation globale secteur dans le domaine du << programme 4 : AMELIORATION DE LA GESTION DES ENTITES DECONCENTREES ET DECENTRALISEES >>

Le tableau suivant illustre la contribution du ministère et des ANE dans les résultats du secteur dans le domaine de <<programme 4>>.

Tableau 22: Réalisation du secteur en 2021, programme 144 (résultats immédiat (extrants))

Action	Objectifs	Indicateurs / produits	Référence		Réalisation Année N			Observations
			Année	Valeur	Par le Ministère	Par les Acteurs[1]	Total	
Action 1 : Renforcement des capacités des structures déconcentrées	Améliorer le fonctionnement des structures déconcentrées	Nombre de bureau/ résidence équipés en mobiliers au niveau déconcentré	2020	30	25	0	25	
		Nombre d'acquisition en matériels roulant au niveau des administrations centrale et déconcentrées		18 véhicules 40 motos	41 véhicules	0	41 véhicules	
Action 2 : Construction et réhabilitation des infrastructures administratives (résidences/bureaux)	Améliorer les conditions de travail du personnel	Nombre d'infrastructures construites	2020	12 bâtiments 7 murs de clôtures de bâtiments	4 bâtiments 6 murs de clôtures de bâtiments	0	4 bâtiments 6 murs de clôtures de bâtiments	
		Nombre d'infrastructures réhabilitées		12 bâtiments	9 bâtiments	0	12 bâtiments	
Action 3 : Consolidation de la décentralisation	Développer l'offre et l'accès des services de proximité aux populations	% de communes ayant tenu les sessions statutaires	2020	27,05%	43,92%	0%	43,92%	
		% des communes ayant transmis dans le délai les comptes administratifs et de gestion à la Cour des Comptes		27,05%	37,65%	0%	37,65%	
Action 4 : Implication de la chefferie traditionnelle dans les actions de développement	Renforcer les capacités des Chefs Traditionnels	Nombre de chefs formés	2020	0	0	0	0	
		Nombre de palais réhabilités	2020	50	15	0	15	

Source : Comité DPPD

B2.5. Effets/impacts du secteur, par programme

Faire une analyse des résultats globaux du secteur à travers les indicateurs d'effet (et si possible d'impact) des programmes. Pour rappel, ces résultats (effets/impacts) proviennent des réalisations du ministère et des contributions des acteurs non étatiques.

Dans l'analyse des résultats du secteur, mettre l'accent sur les contributions des partenaires aux indicateurs d'effets et d'impacts en vous inspirant de leurs réalisations à travers les programmes (présentées plus haut).

Tableau 23: Résultats globaux du secteur par programme

Programme	Objectifs	Indicateurs d'effet	Référence		2021	
			Année	Valeur	Réalisation	Observations
Pilotage, Coordination et Appui au ministère de l'Intérieur	Assurer l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre des programmes	Taux d'exécution technique des programmes	2020	87,23%	89,57%	L'intervention des partenaires n'a pas été budgétisée
		Taux d'exécution financière des programmes	2020	99,94%	98,84%	
Amélioration de la gestion des affaires intérieures	Garantir la jouissance des droits et l'exercice des libertés publiques	Nombre de session du comité de dialogue inter et intra religieux	2020	1	1	L'intervention des partenaires n'a pas été budgétisée
		Taux d'enregistrement des faits d'état civil (naissance)	2020	53,13%	54,89%	
Amélioration de l'offre de la sécurité publique	Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens	Taux de couverture de la Police Nationale	2020	73,52%	81%	
		Nombre d'interpellations réalisées par les patrouilles mixtes/an	2020	10 283	9 121	Une régression due à la diminution du nombre de jours de patrouilles au niveau de certaines localités
		Part du territoire borné	2020	50,88%	50,88%	Les efforts de l'Etat ont permis ces dernières années de réhabiliter des frontières déjà matérialisées. Celles non encore bornées ne sont pas accessible pour cause d'insécurité.
Amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées	Assurer une administration territoriale de développement	% des communes ayant régulièrement tenu les sessions statutaires	2020	27,05%	43,92%	
		% des communes ayant transmis dans le délai les comptes administratifs et de gestion à la Cour des Comptes.	2020	27,05%	37,65%	

Source : comité DPPD-MISPD/ACR

B3. Présentation du financement global du secteur au titre de l'année 2021

B3.1. Dépenses <<2021>> des ANE dans le domaine du << programme 141 : PILOTAGE ET ADMINISTRATION DES POLITIQUES DU MISPD/ACR >>

Dans le cadre de l'exécution financière du programme 1, il n'est enregistré aucune contribution extérieure comme le confirme le tableau ci-après.

Tableau 24: Dépenses annuelles des catégories d'acteurs non étatiques dans le programme 141

En milliards de FCFA

Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres non classés ailleurs	0	0	
Total	0	0	

Source : Comité DPPD

B3.2. Dépenses <<2021>> des ANE dans le domaine du << programme 142 : AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES INTERIEURES >>

Dans le cadre de l'exécution financière du programme 1, il n'est enregistré aucune contribution extérieure comme le confirme le tableau ci-après.

Tableau 25: Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 142

Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres nca	0	0	
Total	0	0	

Source : Comité DPPD

B3.3. Dépenses <<2021>> des ANE dans le domaine du << programme 143 : AMELIORATION DE L'OFFRE DE LA SECURITE PUBLIQUE >>

Dans le cadre de l'exécution financière du programme 3, il n'est enregistré aucune contribution extérieure comme le confirme le tableau ci-après.

Tableau 26: Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 143

Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres nca	0	0	
Total	0	0	

Source : Comité DPPD

B3.4. Dépenses <<2021>> des ANE dans le domaine du << programme 144 : AMELIORATION DE LA GESTION DES ENTITES DECONCENTREES ET DECENTRALISEES >>

Dans le cadre de l'exécution financière du programme 144, il est enregistré un appui budgétaire ciblé au titre de l'AFD comme le confirme le tableau ci-après.

Tableau 27: Dépenses annuelles des acteurs non étatiques dans le programme 144

Catégorie d'ANE	Budget prévu	Budget consommé	Commentaire
ONG	0	0	
Organisation Professionnelle	0	0	
OSC	0	0	
Collectivités territoriales	0	0	
Autres nca	240 000 000	240 000 000	AMESP
Total	240 000 000	240 000 000	

Source : Comité DPPD

B3.5. Financement global du secteur au titre de « 2021 »

Présenter la synthèse des financements connus du secteur en termes de dépenses totales de l'année.

Illustrer par le tableau suivant.

Tableau 28: Financement global du secteur en année 2021

Nom du Programme	Dépenses du ministère	Dépenses des ANE	Dépenses Totales
Programme 141 : Pilotage, Coordination et Appui au ministère de l'Intérieur	2 381 138 302	0	4 969 876 041
Programme 142 : Amélioration de la gestion des affaires intérieures	5 698 976 843	0	40 144 837 715
Programme 143 : Amélioration de l'offre de la sécurité publique	65 715 518 912	0	62 155 268 930
Programme 144 : Amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées	5 309 802 612	240 000 000	8 672 285 450
Total	79 104 436 669	240 000 000	79 344 436 669

Source : Comité DPPD

Synthèse des difficultés, conclusions et recommandations

B4.1. Principales difficultés rencontrées et leçons apprises

Voir A.2.3

B4.2. Conclusion & recommandations

Recommandations :

A l'endroit du Ministère sectoriel (interne) :

- La poursuite du Budget programme dans notre pays est irréversible. Il est donc absolument nécessaire que les conditions soient créées pour une implication effective des Responsables des Programmes ;
- La collecte des données et la conception de l'annuaire statistique en vue de mesurer les progrès atteints et de stabiliser les indicateurs du ministère ;
- La territorialisation du budget programme demeure un enjeu que le secteur se doit d'assurer par l'implication des niveaux déconcentrés à travers un programme de formation des acteurs des Régions et des Départements.

A l'endroit du Ministère du Plan :

- Renforcer l'échange d'informations entre le Ministère du Plan, le Ministère de l'Intérieur et les PTF notamment sur les conventions de financement des projets et programmes et leurs réalisations en vue d'une meilleure prise en compte des interventions des partenaires.

A l'endroit du Ministère des Finances :

- Poursuivre l'accompagnement du Ministère afin de parvenir à une cohérence entre le PDES, le DPPD et le PAP.

A l'endroit des ANE :

- Disposer dans les délais des données des Acteurs Non Etatiques afin de les intégrer dans la programmation du Ministère.

A l'endroit des PTF :

- Disposer dans les délais des données des projets et programmes afin de les intégrer dans la programmation du Ministère.